

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2013/35478]

24 MAI 2013. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 juin 2009 réglementant l'octroi de l'autorisation préalable pour certaines structures de services de soins et de logement et les annexes XI et XII de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 2009 relatif à la programmation, aux conditions d'agrément et au régime de subventionnement de structures de services de soins et de logement et d'associations d'usagers et d'intervenants de proximité, en ce qui concerne la suspension temporaire de l'octroi d'autorisations préalables pour des centres de court séjour et des centres de services de soins et de logement

Le Gouvernement flamand,

Vu le Décret sur les Soins et le Logement du 13 mars 2009, articles 58, § 1^{er}, et 59, alinéa premier;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 juin 2009 réglementant l'octroi de l'autorisation préalable pour certaines structures de services de soins et de logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 2009 relatif à la programmation, aux conditions d'agrément et au régime de subventionnement de structures de services de soins et de logement et d'associations d'usagers et d'intervenants de proximité;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 25 avril 2013;

Vu l'avis 53.288/3 du Conseil d'Etat, donné le 21 mai 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa premier, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 14/2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 juin 2009 réglementant l'octroi de l'autorisation préalable pour certaines structures de services de soins et de logement, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 décembre 2012 et modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 22 mars 2013, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans l'alinéa premier, la date « 31 mai 2013 » est remplacée par la date « 31 décembre 2013 »;

2^o dans l'alinéa deux, phrase introductive, la date « 1^{er} juin 2013 » est remplacée par la date « 1^{er} janvier 2014 »;

3^o dans l'alinéa deux, 1^o et 2^o, la date « 31 mai 2013 » est remplacée par la date « 31 décembre 2013 ».

Art. 2. A l'article 19 de l'annexe XI à l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 2009 relatif à la programmation, aux conditions d'agrément et au régime de subventionnement de structures de services de soins et de logement et d'associations d'usagers et d'intervenants de proximité, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 décembre 2012 et modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 22 mars 2013, la date « 1^{er} juin 2013 » est remplacée par la date « 1^{er} janvier 2014 ».

Art. 3. A l'article 51 de l'annexe XII au même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 décembre 2012 et modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 22 mars 2013, la date « 1^{er} juin 2013 » est remplacée par la date « 1^{er} janvier 2014 ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2013.

Art. 5. Le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 mai 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,

J. VANDEURZEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/203120]

16 MAI 2013. — Décret modifiant le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable*

Article 1^{er}. Dans l'article 33bis du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, inséré par le décret du 27 octobre 2011 modifiant divers décrets concernant les compétences de la Wallonie, le mot "moyens," est inséré entre le mot "revenus" et le mot "modestes".

Art. 2. Dans l'article 37 du même Code, modifié par les décrets du 15 mai 2003 modifiant le Code wallon du Logement et l'article 174 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et du 9 février 2012 modifiant le Code wallon du Logement, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le § 1^{er} est complété par les mots "ou d'avances remboursables. Elles prennent notamment la forme d'une allocation d'intervention dans le loyer d'un logement pris en gestion ou en location conformément à l'article 33bis.";

2^o au § 2, les mots "la subvention" sont chaque fois remplacés par les mots "l'aide";

3° le § 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'octroi de l'aide visée à l'article 33*bis*, le Gouvernement prend également en compte la taille du logement et les revenus du ménage dans la fixation du mode de calcul de l'aide. »

Art. 3. Dans l'article 42 du même Code, remplacé par le décret du 15 mai 2003, les mots "la subvention" sont remplacés par les mots "l'aide".

Art. 4. Dans l'article 62 du même Code, modifié par les décrets du 15 mai 2003 et du 9 février 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1. le § 1^{er} est complété par les mots "ou d'avances remboursables. Elles prennent notamment la forme d'une allocation d'intervention dans le loyer d'un logement pris en gestion ou en location conformément à l'article 59*ter*.";

2. au § 2, les mots "la subvention" sont chaque fois remplacés par les mots "l'aide";

3. le § 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'octroi de l'aide visée à l'article 59*ter*, le Gouvernement prend également en compte la taille du logement et les revenus du ménage dans la fixation du mode de calcul de l'aide. »

Art. 5. Dans l'article 67 du même Code, remplacé par le décret du 15 mai 2003, les mots "la subvention" sont remplacés par les mots "l'aide".

Art. 6. Dans l'article 79 du même Code, remplacé par le décret du 9 février 2012, le mot "§ 1^{er}" est abrogé.

Art. 7. Dans l'article 88, § 1^{er}, du même Code, le 4°, abrogé par le décret du 9 février 2012, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 4° d'évaluer périodiquement l'activité des sociétés de logement de service public et notamment, conformément à l'article 165*bis* du Code, de réaliser ou faire réaliser un rapport d'audit de celles-ci ou d'en assurer le suivi; ».

Art. 8. Dans l'article 94, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, du même Code, modifié par le décret du 30 mars 2006 modifiant le Code wallon du Logement, le point *a.* est complété par les mots suivants :

« étant entendu que, sans préjudice de l'article 7, aucune décision d'expulsion ne peut être exécutée du 1^{er} novembre au 15 mars de l'année suivante. L'expulsion trouve à s'appliquer si le ménage n'accepte pas de suivre une guidance auprès du centre public d'action sociale; ».

Art. 9. Dans l'article 105, alinéa 2, du même Code, modifié par le décret du 23 novembre 2006 portant modification du Code wallon du Logement, les mots "ainsi que les inspecteurs généraux" sont insérés entre les mots "directeur général adjoint" et les mots "sont désignés".

Art. 10. Dans l'article 132 du même Code, modifié par les décrets du 20 juillet 2005 modifiant le Code wallon du Logement et du 9 février 2012, les modifications suivantes sont apportées :

— les mots "à un centre public d'action sociale" sont remplacés par les mots "à un pouvoir public, à un organisme d'insertion socio-professionnelle agréé en vertu du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socio-professionnelle et des entreprises de formation par le travail.";

— les mots "ou à revenus modestes" sont ajoutés après les mots "en état de précarité".

Art. 11. Dans l'article 135, § 1^{er}, 4°, du même Code, les mots "ou les avances remboursables" sont insérés entre les mots "les subventions" et le mot "accordées".

Art. 12. Dans l'article 148, § 1^{er}, du même Code, modifié par les décrets du 20 juillet 2005, du 30 mars 2006 et du 9 février 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 3, les mots ", choisis parmi les locataires et propriétaires de la société," sont insérés entre les mots "liste de candidats" et les mots "présentée par le comité";

2. l'alinéa 5 est complété par les mots "ou lorsque, suite à la fusion de plusieurs sociétés, la société gère plus de 10 000 logements."

Art. 13. Dans l'article 150 du même Code, remplacé par le décret du 30 mars 2006 et modifié par les décrets du 23 novembre 2006 et du 9 février 2012, sont apportées les modifications suivantes :

1. à l'alinéa 3, les mots "et s'ajoutent au nombre maximum de membres que peut comprendre le Comité d'attribution en application de l'article 148*ter*, alinéa 5" sont insérés entre les mots "autorités et associations sociétaires" et les mots "Il peut également être composé";

2. un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 3 et l'alinéa 4 :

« Les travailleurs sociaux membres du Comité d'attribution sont nommés par le Gouvernement sur la base d'une liste de candidats présentée par la société dans les trois mois du renouvellement de son conseil d'administration. Leur mandat est d'une durée égale à la durée du mandat des autres membres du Comité d'attribution. »

Art. 14. Dans l'article 152 du même Code, modifié par le décret du 30 mars 2006, le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Ne peut être désignée en qualité d'administrateur, la personne ayant atteint l'âge de septante ans. »

Art. 15. Dans l'article 154 du même Code, les mots "tous les quatre ans" sont remplacés par les mots "pour la durée de la législature communale".

Art. 16. Dans l'article 164 du même Code, modifié par le décret du 15 mai 2003 et remplacé par le décret du 9 février 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1. les §§ 1^{er} à 5 sont remplacés par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les décisions arrêtant les conditions des marchés publics de travaux, fournitures et services dont le montant est supérieur à celui fixé en application de l'article 17, § 2, 1^o, *a*, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, sont soumises à l'approbation de la Société wallonne du Logement.

La Société wallonne du Logement prend sa décision dans les trente jours de la réception de la décision et de ses pièces justificatives. A défaut de décision de la Société wallonne du Logement dans le délai, la décision de la société est exécutoire.

La Société wallonne du Logement peut suspendre ou annuler toute décision de la société portant sur l'attribution des marchés susvisés.

La Société wallonne du Logement prend sa décision dans les trente jours de la réception de la décision et de ses pièces justificatives. A défaut de décision de la Société wallonne du Logement dans le délai, la décision de la société n'est plus susceptible de suspension ni d'annulation.

§ 2. La Société wallonne du Logement peut suspendre ou annuler toute décision de la société portant sur l'attribution des marchés publics de travaux, fournitures et services dont le montant est égal ou inférieur à celui fixé en application de l'article 17, § 2, 1^o, a, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

La Société wallonne du Logement prend sa décision dans les trente jours de la réception de la décision et de ses pièces justificatives. A défaut de décision de la Société wallonne du Logement dans le délai, la décision de la société n'est plus susceptible de suspension ni d'annulation.

§ 3. Les délais visés aux §§ 1^{er} et 2 sont prolongés de quinze jours durant les mois de juillet, août et décembre. La Société wallonne du Logement peut proroger ces mêmes délais, de quinze jours, dans les conditions arrêtées par le Gouvernement. »

2. les §§ 6 et 7 deviennent les §§ 4 et 5.

Art. 17. L'article 165bis du même Code, inséré par le décret du 30 mars 2006 et abrogé par le décret du 9 février 2012, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 165bis. § 1^{er}. Les sociétés de logement de service public font l'objet d'un rapport d'audit portant sur les aspects organisationnels, administratifs, techniques et financiers, selon une programmation établie par la Société wallonne du Logement.

§ 2. Tout projet de rapport d'audit fait l'objet d'une délibération au sein du conseil d'administration de la société concernée. Le projet d'audit est communiqué à chacun des administrateurs de la société ainsi qu'au commissaire et au directeur-gérant. La délibération porte sur les observations émises par la société et sur les mesures à prendre par elle.

§ 3. La société est entendue, selon le cas, par la Société wallonne du Logement, ou par le Gouvernement en cas d'application du § 5, alinéa 2, du présent article, avant l'élaboration du rapport final d'audit.

Le conseil d'administration de la Société wallonne du Logement est saisi du projet de rapport d'audit.

§ 4. Sans préjudice de l'article 88, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o, du Code, le commissaire désigné auprès de la société peut demander à la Société wallonne du Logement de réaliser ou de faire réaliser un rapport d'audit. Il en informe le Gouvernement.

§ 5. Le Gouvernement peut charger la Société wallonne du Logement de la réalisation d'un rapport d'audit d'une société dans un délai qu'il détermine. Il en informe immédiatement la société.

A défaut pour la Société wallonne du Logement de déposer le rapport d'audit dans le délai, le Gouvernement peut décider de sa réalisation.

§ 6. Le Gouvernement détermine les modalités d'élaboration, d'exécution et de suivi des audits sur la proposition de la Société wallonne du Logement.

§ 7. Sans préjudice de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, est constitutive d'une négligence grave la divulgation d'éléments contenus dans un projet d'audit. »

Art. 18. Dans l'article 176.1, § 4, du même Code, modifié par le décret du 9 février 2012, un alinéa rédigé comme suit est inséré avant l'alinéa 1^{er} :

« Le conseil d'administration des guichets est composé de 13 administrateurs au maximum. »

Art. 19. Dans l'article 176.2 du même Code, modifié par le décret du 15 mai 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le § 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la Société peut décider d'accorder l'agrément de la Région à une personne morale qui ne répond pas à une condition d'agrément, dans les limites fixées par le Gouvernement. »;

2^o au § 2, les mots "pour une période de cinq ans renouvelable" sont remplacés par les mots "pour une période de dix ans renouvelable";

3^o au § 3, 1^o, du même Code, le point b. est complété par les phrases suivantes :

« Ces statuts doivent prévoir :

— que la qualité de directeur-gérant d'un guichet est incompatible avec les qualités de bourgmestre, d'échevin et de président du centre public d'action sociale ou de député provincial d'une commune ou d'une province sociétaire;

— que le directeur-gérant et les membres du personnel d'un guichet ne peuvent être agent ou courtier d'assurance, ni directement ni indirectement, même à titre accessoire et que ce soit en qualité de personne physique ou d'associé d'une personne morale;

— la création d'un comité de crédit composé de trois personnes au moins, auquel le Conseil d'administration délègue sa compétence de décision quant aux demandes de crédits introduites auprès du guichet. »

Art. 20. Dans l'article 178.1, § 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o soit lui imposer des sanctions financières qui prennent la forme d'amendes administratives d'un montant de 5.000 euros maximum et de 10.000 euros maximum en cas de récidive ou d'astreintes s'élevant à 500 euros par jour jusqu'à disparition de l'infraction constatée; »;

2^o à l'alinéa 1^{er}, il est inséré un 1^obis rédigé comme suit :

« 1^obis soit décider de la suspension du financement »;

3^o à l'alinéa 2, les mots "fixée par le Gouvernement sur la proposition de la "Société"" sont remplacés par les mots "telle que fixée à l'alinéa 1^{er}, 1^o".

Art. 21. Dans l'article 180, § 2, 4^o, du même Code, les mots "subventions et" sont abrogés.

Art. 22. Dans l'article 183 du même Code, modifié par les décrets du 15 mai 2003 et du 9 février 2012, il est inséré un § 2bis rédigé comme suit :

« § 2bis. La Région peut accorder une subvention au Fonds pour toute opération de démolition, de construction, d'acquisition, de réhabilitation ou de restructuration de logements.

Le Gouvernement détermine les conditions de mise à disposition, le mode de calcul, la fixation et les modalités de paiement de la subvention.

Le Gouvernement peut octroyer des aides spécifiques ou adapter la subvention conformément à l'article 79. »

Art. 23. Dans l'article 193, § 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 15 mai 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots "ou moyens" sont insérés entre les mots "revenus modestes" et les mots "à la recherche d'un logement";

2^o il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine la proportion maximum de logements pris en location ou en gestion par chaque agence immobilière sociale qui peut être mise à disposition ou sous-louée à des ménages à revenus moyens. »

Art. 24. Dans l'article 200bis, § 2, du même Code, la phrase "Son montant est fonction du nombre d'infractions constatées." est remplacée par la phrase "Le Gouvernement détermine le montant de l'amende selon le type d'infraction constatée."

Art. 25. Dans l'article 200ter, § 3, du même Code, la phrase "e Gouvernement détermine le montant de l'amende selon le type d'infraction constatée." est insérée entre la première et la deuxième phrases.

CHAPITRE II. — Dispositions transitoires et finales

Art. 26. Les sociétés doivent adapter leurs statuts conformément au Code tel que modifié par le décret du 9 février 2012 pour le 30 juin 2013 au plus tard et tel que modifié par le présent décret pour le 30 septembre 2013 au plus tard.

Art. 27. L'agrément des guichets de crédit social agréés en date du 31 décembre 2012 en vertu de l'article 176.2 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, est prolongé jusqu'au 31 décembre 2013.

Les guichets de crédit social doivent adapter leurs statuts conformément au Code, tel que modifié par le présent décret pour le 30 juin 2014 au plus tard.

Art. 28. Le présent décret entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge* à l'exception :

- de l'article 13 qui entre en vigueur lors du renouvellement du Comité d'attribution;
- des articles 7 et 17 qui entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2013 et cessent d'être en vigueur à une date déterminée par le Gouvernement et au plus tard le 30 juin 2014;
- des articles 18 et 19 qui entrent en vigueur pour chaque guichet, lors du renouvellement de l'agrément.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 mai 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—
Note

(1) Session 2012-2013.

Documents du Parlement wallon, 772 (2012-2013), n^{os} 1 à 22.

Compte rendu intégral, séance plénière du 15 mai 2013.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/203120]

16. MAI 2013 — Dekret zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Bestimmungen zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse*

Artikel 1 - In Artikel 33*bis* des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, eingefügt durch das Dekret vom 27. Oktober 2011 zur Abänderung verschiedener Dekrete über die Zuständigkeiten der Wallonie, wird das Wort "mittlerem," zwischen das Wort "geringem" und "Einkommen" eingefügt.

Art. 2 - In Artikel 37 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch die Dekrete vom 15. Mai 2003 zur Abänderung des Wallonischen Wohngesetzbuches und des Artikels 174 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und vom 9. Februar 2012 zur Abänderung des Wohngesetzbuches, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der Wortlaut "von Zuschüssen gewährt" durch den Wortlaut "von Zuschüssen oder von rückzahlbaren Vorschüssen gewährt" ersetzt und mit dem folgenden Wortlaut ergänzt: Sie haben unter anderem die Form einer Mietzulage für eine Wohnung, die gemäß Artikel 33*bis* verwaltet oder gemietet wird.;

2° in § 2° wird der Wortlaut "des Zuschusses" bzw. "dem Zuschuss" durch den Wortlaut "der Beihilfe" ersetzt;

3° Der § 2 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Für die Gewährung der in Artikel 33*bis* erwähnten Beihilfe berücksichtigt die Regierung ebenfalls die Größe der Wohnung und das Einkommen des Haushalts bei der Festsetzung des Berechnungsverfahrens der Beihilfe.»

Art. 3 - In Artikel 42 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 15. Mai 2003, wird der Wortlaut "den Zuschuss" durch den Wortlaut "die Beihilfe" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 62 desselben Gesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 15. Mai 2003 und 9. Februar 2012 abgeänderten Fassung, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. in § 1 wird der Wortlaut "von Zuschüssen gewährt" durch den Wortlaut "von Zuschüssen oder von rückzahlbaren Vorschüssen gewährt" ersetzt und mit dem folgenden Wortlaut ergänzt:

«Sie haben unter anderem die Form einer Mietzulage für eine Wohnung, die gemäß Artikel 59*ter* verwaltet oder gemietet wird.»;

2. in § 2 wird der Wortlaut "des Zuschusses" bzw. "dem Zuschuss" durch den Wortlaut "der Beihilfe" ersetzt;

3. Der § 2 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Für die Gewährung der in Artikel 59*ter* erwähnten Beihilfe berücksichtigt die Regierung ebenfalls die Größe der Wohnung und das Einkommen des Haushalts bei der Festsetzung des Berechnungsverfahrens der Beihilfe.»

Art. 5 - In Artikel 67 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 15. Mai 2003, werden die Wörter "den Zuschuss" durch die Wörter "die Beihilfe" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 79 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 9. Februar 2012 wird das Wort "§ 1" aufgehoben.

Art. 7 - In Artikel 88 § 1 desselben Gesetzbuches wird der durch das Dekret vom 9. Februar 2012 aufgehobene Punkt 4° in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

«4° die Tätigkeit der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes regelmäßig zu bewerten und insbesondere gemäß Artikel 165*bis* bis des Gesetzbuches, einen Auditbericht über diese erstellen bzw. erstellen zu lassen oder dessen Begleitung zu gewährleisten»;

Art. 8 - In Artikel 94 § 1 Absatz 2 3° desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 30. März 2006 zur Abänderung des Wohngesetzbuches, wird Punkt *a.* durch den folgenden Wortlaut ergänzt:

«, wobei es sich versteht, dass unbeschadet von Artikel 7 kein Ausweisungsbeschluss vom 1. November bis zum 15. März des darauffolgenden Jahres ausgeführt werden darf. Die Ausweisung findet Anwendung, wenn der Haushalt eine Betreuung des öffentlichen Sozialhilfezentrums verweigert»;

Art. 9 - In Artikel 105 Absatz 2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 23. November 2006 zur Abänderung des Wohngesetzbuches wird die Wortfolge "sowie die Generalinspektoren" zwischen die Wortfolge "beigeordnete Generaldirektor" und "werden durch die Regierung" eingefügt.

Art. 10 - In Artikel 132 desselben Gesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 20. Juli 2005 zur Abänderung des Wohngesetzbuches und vom 9. Februar 2012 abgeänderten Fassung, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

— Der Wortlaut "an ein öffentliches Sozialhilfezentrum oder an eine Einrichtung mit sozialem Zweck vermieten, damit dieses bzw. diese" wird durch den Wortlaut "an eine öffentliche Behörde, eine aufgrund des Dekrets vom 1. April 2004 über die Zulassung und die Bezuschussung der Einrichtungen für sozial-berufliche Eingliederung und der Unternehmen für die Ausbildung durch Arbeit zugelassene Einrichtung für sozial-berufliche Eingliederung oder an eine Einrichtung mit sozialem Zweck vermieten, damit diese" ersetzt.

— Der Wortlaut "in prekären Verhältnisse" wird durch den Wortlaut "in prekären Verhältnissen oder eines Haushalts mit geringem Einkommen" ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 135 § 1 4° desselben Gesetzbuches wird das Wort "Zuschüsse" durch den Wortlaut "Zuschüsse oder rückzahlbare Vorschüsse" ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 148 § 1 desselben Gesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 20. Juli 2005, vom 30. März 2006 und vom 9. Februar 2012 abgeänderten Fassung, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. in Absatz 3 wird der Wortlaut "unter den Mietern und Eigentümern der Gesellschaft gewählten" zwischen den Wortlaut "Liste von" und den Wortlaut "Kandidaten" eingefügt;

2. Absatz 5 wird durch den Wortlaut ", oder wenn die Gesellschaft infolge des Zusammenschlusses von mehreren Gesellschaften mehr als 10 000 Wohnungen verwaltet" ergänzt.

Art. 13 - In Artikel 150 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 30. März 2006 und abgeändert durch die Dekrete vom 23. November 2006 und vom 9. Februar 2012, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. In Absatz 3 wird der Wortlaut ", und sind der Höchstanzahl Mitglieder, die dem Ausschuss für die Zuteilung der Wohnungen in Anwendung von Artikel 3, Absatz 148ter, angehören dürfen, hinzuzufügen." zwischen den Wortlaut "Behörden bzw. Vereinigungen vertreten, die von der Gesellschaft abhängen" und den Wortlaut "Der Ausschuss kann sich ebenfalls aus anderen, dem Verwaltungsrat nicht angehörenden Mitgliedern zusammensetzen" eingefügt.

2. Es wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 3 und 4 eingefügt:

«Die Sozialarbeiter, die Mitglieder des Ausschusses für die Zuteilung der Wohnungen sind, werden von der Regierung benannt, auf der Grundlage einer Liste von Kandidaten, die von der Gesellschaft binnen drei Monaten nach der Erneuerung seines Verwaltungsrats vorgelegt wird. Die Dauer ihres Mandats entspricht derjenigen des Mandats der anderen Mitglieder des Ausschusses für die Zuteilung der Wohnungen.»

Art. 14 - In Artikel 152 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 30. März 2006 abgeänderten Fassung, wird § 1 durch Folgendes ersetzt:

«§ 1 - Die Person, die das Alter von siebenzig Jahren erreicht hat, darf nicht als Verwalter bezeichnet werden.»

Art. 15 - In Artikel 154 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "alle vier Jahre" durch den Wortlaut "für die Dauer der Gemeindelegislatur" ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 164 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 15. Mai 2003 und ersetzt durch das Dekret vom 9. Februar 2012, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. Die §§ 1 bis 5 werden durch das Folgende ersetzt:

«§ 1 - Die Beschlüsse zur Festsetzung der Bedingungen der öffentlichen Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge, deren Betrag denjenigen übertrifft, der in Anwendung von Artikel 17 § 2 1^o Buchstabe a des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge festgelegt wird, unterliegen der Genehmigung der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft).

Die "Société wallonne du Logement" trifft ihre Entscheidung binnen dreißig Tagen nach dem Eingang des Beschlusses und seiner Belege. Mangels einer fristgerechten Entscheidung der "Société wallonne du Logement" ist der Beschluss der Gesellschaft rechtskräftig.

Die "Société wallonne du Logement" kann jeden Beschluss der Gesellschaft bezüglich der Vergabe der oben genannten Aufträge aussetzen oder für nichtig erklären.

Die "Société wallonne du Logement" trifft ihre Entscheidung binnen 30 Tagen nach dem Eingang des Beschlusses und seiner Belege. Mangels einer fristgerechten Entscheidung der "Société wallonne du Logement" kann der Beschluss der Gesellschaft nicht mehr ausgesetzt oder für nichtig erklärt werden..

§ 2 - Die "Société wallonne du Logement" kann jeden Beschluss der Gesellschaft betreffend die Vergabe von öffentlichen Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträgen, deren Betrag denjenigen, der in Anwendung von Artikel 17 § 2 1^o Buchstabe a des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge festgelegt wird, nicht übertrifft, aussetzen oder für nichtig erklären.

Die "Société wallonne du Logement" trifft ihre Entscheidung binnen 30 Tagen nach dem Eingang des Beschlusses und seiner Belege. Mangels einer fristgerechten Entscheidung der "Société wallonne du Logement" kann der Beschluss der Gesellschaft nicht mehr ausgesetzt oder für nichtig erklärt werden..

§ 3. Die in §§ 1 und 2 genannten Fristen werden in den Monaten Juli, August und Dezember um fünfzehn Tage verlängert. Die "Société wallonne du Logement" kann unter von der Regierung festgelegten Bedingungen diese selben Fristen um fünfzehn Tage verlängern. ».

2. Die §§ 6 und 7 werden zu den §§ 4 und 5.

Art. 17 - Artikel 165bis desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 30. März 2006 und aufgehoben durch das Dekret vom 9. Februar 2012, wird in folgender Fassung wieder aufgenommen:

«Art. 165bis - § 1 - Die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes sind Gegenstand eines Auditberichts in den Bereichen der Organisation, Verwaltung, Technik und Finanzen, nach einer von der "Société wallonne du Logement" festgelegten Planung.

§ 2 - Jeder Entwurf eines Auditberichts ist Gegenstand einer Beratung im Verwaltungsrat der betroffenen Gesellschaft. Der Auditentwurf wird jedem Verwalter der Gesellschaft sowie dem Kommissar und dem geschäftsführenden Direktor übermittelt. Die Beratung betrifft die von der Gesellschaft vorgebrachten Bemerkungen und die von ihr zu treffenden Maßnahmen.

§ 3 - Die Gesellschaft wird je nach Fall von der "Société wallonne du Logement" oder von der Regierung, bei Anwendung von § 5, Absatz 2 des vorliegenden Artikels, vor Erstellung des endgültigen Auditberichts angehört.

Der Verwaltungsrat der "Société wallonne du logement" wird mit dem Entwurf des Auditberichts befassen.

§ 4 - Unbeschadet von Artikel 88 § 1 Absatz 2 4^o des Gesetzbuches kann der bei der Gesellschaft bezeichnete Kommissar die "Société wallonne du Logement" ersuchen, einen Auditbericht zu erstellen bzw. erstellen zu lassen. Er setzt die Regierung davon in Kenntnis.

§ 5 - Die Regierung kann die "Société wallonne du Logement" damit beauftragen, innerhalb einer von ihr bestimmten Frist einen Auditbericht über eine Gesellschaft zu erstellen. Unverzüglich setzt sie die Gesellschaft davon in Kenntnis.

Gibt die "Société wallonne du Logement" keinen Auditbericht innerhalb der genannten Frist ab, so kann die Regierung über dessen Durchführung befinden.

§ 6 - Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Erstellung, die Durchführung und die Überwachung der Audits auf Vorschlag der "Société wallonne du logement".

§ 7 - Unbeschadet von Artikel 29 der Strafprozessordnung stellt die Verbreitung von Elementen eines Auditentwurfs eine grobe Nachlässigkeit dar.»

Art. 18 - In Artikel 176.1 § 4 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 9. Februar 2012, wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut vor Absatz 1 eingefügt:

«Der Verwaltungsrat der Sozialkreditschalter setzt sich aus höchstens 13 Mitgliedern zusammen.»

Art. 19 - In Artikel 176.2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 15. Mai 2003, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«In Abweichung von Absatz 1 kann die Gesellschaft beschließen, innerhalb der von der Regierung festgelegten Begrenzungen die Zulassung der Region einer juristischen Person zu erteilen, die eine der Zulassungsbedingungen nicht erfüllt.»;

2° in § 2 wird der Wortlaut "für einen erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren" durch den Wortlaut "für einen erneuerbaren Zeitraum von zehn Jahren" ersetzt;

3° in § 3, 1° desselben Artikels wird Buchstabe *b.* durch folgende Sätze ergänzt:

«In diesen Satzungen muss Folgendes vorgesehen werden:

- Die Eigenschaft als geschäftsführender Direktor eines Sozialkreditschalters ist unvereinbar mit der Eigenschaft eines Bürgermeisters, Schöffen, Vorsitzenden eines Sozialhilfeszentrums oder Provinzialabgeordneten einer Gemeinde oder Provinz, die Mitglied der Gesellschaft ist;

- Der geschäftsführende Direktor und die Personalmitglieder eines Sozialkreditschalters dürfen nicht zugleich Versicherungsagent oder -makler sein, weder unmittelbar noch mittelbar, weder als natürliche Person noch als Gesellschafter einer juristischen Person, und auch nicht nebenberuflich;

- die Gründung eines sich aus mindestens drei Personen zusammensetzenden Kreditausschusses, dem der Verwaltungsrat seine Beschlussbefugnis hinsichtlich der beim Sozialkreditschalter eingegangenen Kreditanträge überträgt.»

Art. 20 - In Artikel 178.1 § 1 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird Ziffer 1° durch Folgendes ersetzt:

«1° entweder ihm Geldstrafen auferlegen in der Form von Ordnungsstrafen in Höhe von maximal 5.000 Euro bzw. 10.000 Euro bei Rückfall oder Zwangsstrafen in Höhe von 500 Euro täglich, bis der Verstoß nicht mehr festzustellen ist;»;

2° In Absatz 1 wird die Ziffer 1°*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt: "1°*bis* oder beschließen, die Finanzierung auszusetzen";

3° In Absatz 2 wird der Wortlaut "von der Regierung auf Vorschlag der Gesellschaft festgesetzte Geldstrafe in der Form einer Ordnungsstrafe" durch den Wortlaut "Geldstrafe in der Form einer Ordnungsstrafe, so wie sie in Absatz 1 1° festgesetzt ist," ersetzt.

Art. 21 - In Artikel 180, § 2, 4° desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "Zuschüsse und" gestrichen.

Art. 22 - In Artikel 183 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch die Dekrete vom 15. Mai 2003 und vom 9. Februar 2012, wird ein § 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 2*bis* - Dem Fonds kann die Region einen Zuschuss für jegliche Maßnahme zum Abbruch, zum Bau, zum Erwerb, zur Sanierung oder zur Umgestaltung von Wohnungen gewähren.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen für die Bereitstellung, das Berechnungsverfahren, die Festlegung und die Zahlungsmodalitäten des Zuschusses.

Die Regierung kann spezifische Beihilfen gewähren oder den Zuschuss gemäß Artikel 79 anpassen.»

Art. 23 - In Artikel 193 § 1 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 15. Mai 2003, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Die Agentur für soziale Wohnungen handelt als Vermittlerin zwischen den vermietenden Eigentümern und den Haushalten in prekären Verhältnissen oder mit geringem bzw. mittlerem Einkommen, die eine Wohnung suchen.";

2° er wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Die Regierung bestimmt den Höchstanteil der von jeglicher Agentur für soziale Wohnungen vermieteten oder verwalteten Wohnungen, die Haushalten mit mittlerem Einkommen zur Verfügung gestellt oder an sie weitervermietet werden können.»

Art. 24 - In Artikel 200*bis*, § 2 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "Ihr Betrag hängt von der Anzahl der festgestellten Verstöße ab" durch den Wortlaut "Die Regierung bestimmt den Betrag der Geldbuße je nach Art des festgestellten Verstoßes" ersetzt.

Art. 25 - In Artikel 200*ter*, § 3 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "Die Regierung bestimmt den Betrag der Geldbuße je nach Art des festgestellten Verstoßes" zwischen den ersten und den zweiten Satz eingefügt.

KAPITEL II — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 26 - Die Gesellschaften haben ihre Satzungen spätestens bis zum 30. Juni 2013 gemäß dem Gesetzbuch in der durch das Dekret vom 9. Februar 2012 abgeänderten Fassung bzw. spätestens bis zum 30. September 2013 gemäß dem Gesetzbuch in der durch vorliegendes Dekret abgeänderten Fassung anzupassen.

Art. 27 - Die Zulassung der am 31. Dezember 2012 kraft Artikel 176.2 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse zugelassenen Sozialkreditschalter wird bis zum 31. Dezember 2013 verlängert.

Spätestens bis zum 30. Juni 2014 haben die Sozialkreditschalter ihre Satzungen gemäß dem Gesetzbuch in der durch vorliegendes Dekret abgeänderten Fassung anzupassen.

Art. 28 - Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, außer:

- Artikel 13, der bei der Erneuerung des Ausschusses für die Zuweisung der Wohnungen in Kraft tritt;
- Art. 7 und 17, die am 1. Juli 2013 in Kraft und zu einem von der Regierung festgesetzten Datum und jedenfalls spätestens am 30. Juni 2014 außer Kraft treten;
- Art. 18 und 19, die bei der Zulassungserneuerung eines jeden Sozialkreditschalters in Kraft treten.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 16. Mai 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2012-2013.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 772 (2012-2013), Nrn. 1 bis 22.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 15. Mai 2013.

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/203120]

16 MEI 2013. — Decreet houdende wijziging van de Waalse Huisvestingscode en Duurzaam Wonen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode en Duurzaam Wonen*

Artikel 1. In artikel 33bis van de Waalse Huisvestingscode en Duurzaam Wonen, ingevoegd bij het decreet van 27 oktober 2011 houdende wijziging van verscheidene decreten betreffende de bevoegdheden van Wallonië, wordt het woord "gemiddeld" ingevoegd tussen het woord "inkomen" en het woord "bescheiden".

Art. 2. In artikel 37 van dezelfde Code, gewijzigd bij de decreten van 15 mei 2003 tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode en van artikel 174 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en van 9 februari 2012 tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld met de woorden "of van terugbetaalbare voorschotten". Ze nemen met name de vorm van een tegemoetkomingstoelage in de huurprijs van een woning die gehuurd of in beheer wordt genomen overeenkomstig artikel 33bis.;"

2° in § 2, wordt het woord "tegemoetkoming" telkens vervangen door het woord "steun";

3° § 2 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« Voor de toekenning van de in artikel 33bis bedoelde tegemoetkoming houdt de Regering ook rekening met de grootte van de woning en van de inkomens van het gezin voor de bepaling van de berekeningwijze van de tegemoetkoming. »

Art. 3. In artikel 42 van dezelfde Code, vervangen bij het decreet van 15 mei 2003, wordt het woord "subsidie" vervangen door het woord "steun".

Art. 4. In artikel 62 van dezelfde Code, gewijzigd bij de decreten van 15 mei 2003 en 9 februari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. § 1 wordt aangevuld met de woorden "of van terugbetaalbare voorschotten". Ze nemen met name de vorm van een tegemoetkomingstoelage in de huurprijs van een woning die gehuurd of in beheer wordt genomen overeenkomstig artikel 59ter.;"

2. in § 2, wordt het woord "tegemoetkoming" telkens vervangen door het woord "steun";

3. § 2 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« Voor de toekenning van de in artikel 59^{ter} bedoelde tegemoetkoming houdt de Regering ook rekening met de grootte van de woning en van de inkomens van het gezin voor de berekeningwijze van de tegemoetkoming. »

Art. 5. In artikel 67 van dezelfde Code, vervangen bij het decreet van 15 mei 2003, wordt het woord "subsidie" vervangen door het woord "steun".

Art. 6. In artikel 79 van dezelfde Code, gewijzigd door het decreet van 9 februari 2012, wordt paragraaf § 1 opgeheven.

Art. 7. In artikel 88, § 1, van dezelfde Code, wordt punt 4^o, opgeheven bij het decreet van 9 februari 2012, opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« 4^o de activiteit van de openbare huisvestingsmaatschappijen periodiek evalueren en meer bepaald, overeenkomstig artikel 165^{bis} van het Wetboek, een auditverslag ervan uitvoeren of laten uitvoeren en er de opvolging van waarborgen; ».

Art. 8. In artikel 94, § 1, tweede lid, 3^o, van dezelfde Code, gewijzigd bij het decreet van 30 maart 2006 tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode wordt punt *a.* aangevuld met de volgende woorden :

« met dien verstande dat geen beslissing tot uitzetting, onverminderd artikel 7, van 1 november tot 15 maart van het volgende jaar mag worden uitgevoerd. De uitzetting wordt toegepast indien het gezin niet aanvaard begeleid te worden bij het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn; ».

Art. 9. In artikel 105, tweede lid, van dezelfde Code, gewijzigd bij het decreet van 23 november 2006 tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode worden de woorden "alsook de inspecteurs-generaal" ingevoegd tussen de woorden "en de adjunct-directeur-generaal" en de woorden "worden door de Regering aangewezen".

Art. 10. In artikel 132 van dezelfde Code, gewijzigd bij de decreten van 20 juli 2005 tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode en van 9 februari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de woorden "aan een openbaar centrum voor sociale actie" worden vervangen door de woorden "aan een openbare overheid, aan een instelling voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces erkend krachtens het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid";

- de woorden "of met een bescheiden inkomen" worden toegevoegd na de woorden "in een preciaire toestand".

Art. 11. In artikel 135, § 1, 4^o, van dezelfde Code worden de woorden "of terugbetaalbare voorschotten" ingevoegd tussen de woorden "toelagen" en de woorden "die verleend worden".

Art. 12. In artikel 148, § 1, van dezelfde code, gewijzigd bij de decreten van 20 juli 2005, 30 maart 2006 en 9 februari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. In het derde lid worden de woorden "die gekozen worden onder de huurders en eigenaars van de maatschappij," ingevoegd tussen de woorden "lijst van kandidaten" en de woorden "voorgedragen door het adviescomité voor huurders en eigenaars";

2. het vijfde lid wordt aangevuld met de woorden "of wanneer, ten gevolge van de fusie van meerdere maatschappijen, de maatschappij meer dan 10 000 woningen beheert."

Art. 13. In artikel 150 van dezelfde Code, vervangen bij het decreet van 30 maart 2006 en gewijzigd bij de decreten van 23 november 2006 en 9 februari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het derde lid worden de woorden "en komen bij het maximum aantal leden die het toewijzingscomité overeenkomstig artikel 148^{ter}, vijfde lid, mag omvatten, ingevoegd tussen de woorden "besturen en verenigingen vertegenwoordigen" en de woorden "Het kan ook bestaan uit";

2. tussen het derde en het vierde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De maatschappelijke werkers die lid zijn van het Toewijzingscomité, worden door de Regering benoemd op basis van een lijst van kandidaten voorgedragen door de maatschappij binnen drie maanden na de hernieuwing van haar raad van bestuur. De duur van hun mandaat is gelijk aan de duur van het mandaat van de andere leden van het Toewijzingscomité. »

Art. 14. In artikel 152 van dezelfde Code, gewijzigd bij het decreet van 30 maart 2006, wordt § 1, vervangen als volgt :

« § 1. De persoon die de leeftijd van zeventig jaar heeft bereikt, mag niet aangewezen worden als bestuurder. »

Art. 15. In artikel 154 van dezelfde Code worden de woorden "om de vier jaar" vervangen door de woorden "voor de duur van de gemeentelgislatuur".

Art. 16. In artikel 164 van dezelfde Code, gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003 en vervangen bij het decreet van 9 februari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. de §§ 1 tot 5 worden vervangen als volgt :

« § 1. De beslissingen tot bepaling van de voorwaarden betreffende overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag hoger is dan het bedrag dat is vastgesteld overeenkomstig artikel 17, § 2, 1^o, *a*, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, worden onderworpen aan de goedkeuring van de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij).

De "Société wallonne du Logement" neemt haar beslissing binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing en de bewijsstukken. Bij gebrek aan beslissing van de "Société wallonne du Logement" binnen de termijn wordt de beslissing van de maatschappij uitvoerbaar.

Elke beslissing van de maatschappij betreffende de toekenning van de bovenbedoelde opdrachten kan door de "Société wallonne du Logement" opgeschort of vernietigd worden.

De "Société wallonne du Logement" neemt haar beslissing binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing en de bewijsstukken. Bij gebrek aan beslissing van de "Société wallonne du Logement" binnen de termijn kan de beslissing van de maatschappij niet meer opgeschort of vernietigd worden.

§ 2. Elke beslissing van de maatschappij m.b.t. de toekenning van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag gelijk is aan of lager is dan het bedrag dat is vastgesteld overeenkomstig artikel 17, § 2, 1^o, a, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, kan door de "Société wallonne du Logement" worden opgeschort of vernietigd.

De "Société wallonne du Logement" neemt haar beslissing binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing en de bewijsstukken. Bij gebrek aan beslissing van de "Société wallonne du Logement" binnen de termijn kan de beslissing van de maatschappij niet meer opgeschort of vernietigd worden.

§ 3. De in de §§ 1 en 2 bedoelde termijnen worden tijdens de maanden juli, augustus en december met vijftien dagen verlengd. De "Société wallonne du Logement" kan deze termijnen met vijftien dagen verlengen overeenkomstig de door de Regering vastgestelde voorwaarden. »

2. de §§ 6 en 7 worden de §§ 4 en 5.

Art. 17. Artikel 165bis van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 30 maart 2006 en opgeheven bij het decreet van 9 november 2012, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 165bis. § 1. Over de openbare huisvestingsmaatschappijen wordt volgens een door de "Société wallonne du Logement" vastgestelde programmering een auditverslag opgesteld over de organisationele, administratieve, technische en financiële aspecten.

§ 2. Over elk ontwerp van auditverslag wordt in de raad van bestuur van de betrokken maatschappij beraadslaagd. Het ontwerp van audit wordt aan elke bestuurder van de maatschappij en aan de commissaris en de directeur-zaakvoerder medegedeeld. De beraadslaging heeft betrekking op de opmerkingen van de maatschappij en over de door haar te treffen maatregelen.

§ 3. De maatschappij wordt al naar gelang gehoord door de "Société wallonne du Logement" of door de Regering bij toepassing van § 5, lid 2, van dit artikel, vóór het uiteindelijke auditverslag opgesteld wordt.

Het ontwerp van auditverslag wordt door de raad van bestuur van de "Société wallonne du Logement" behandeld.

§ 4. Onverminderd artikel 88, § 1, lid 2, 4^o, van de Code kan de bij de maatschappij aangewezen commissaris de "Société wallonne du Logement" erom verzoeken een auditverslag uit te voeren of te laten uitvoeren. Daar licht hij de Regering over in.

§ 5. De Regering kan de "Société wallonne du Logement" belasten met de uitvoering van een auditverslag over een maatschappij binnen een door haar bepaalde termijn. Daar licht zij de maatschappij onmiddellijk over in.

Indien de "Société wallonne du Logement" het auditverslag niet tijdig indient, kan de Regering tot de uitvoering ervan beslissen.

§ 6. De Regering bepaalt de wijze van opstelling, uitvoering en opvolging van de audits op voorstel van de "Société wallonne du Logement".

§ 7. Onverminderd artikel 29 van het Wetboek van strafvordering maakt de verspreiding van gegevens vermeld in een ontwerp van audit een grove nalatigheid uit. »

Art. 18. In artikel 176.1, § 4, van dezelfde Code, gewijzigd bij het decreet van 9 februari 2012, wordt een lid voor het eerste lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De Raad van bestuur van de loketten bestaat uit maximum 13 bestuurders. »

Art. 19. In artikel 176.2 van dezelfde code, gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« In afwijking van het eerste lid kan de Maatschappij beslissen om binnen de perken bepaald door de Regering de erkenning van het Gewest toe te kennen aan een rechtspersoon die niet beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden. »;

2^o in § 2 worden de woorden "voor een hernieuwbare periode van vijf jaar" vervangen door de woorden "voor een hernieuwbare periode van tien jaar";

3^o in § 3, 1^o, van dezelfde Code wordt punt b. aangevuld met de volgende zinnen :

« Deze statuten moeten erin voorzien :

- dat de hoedanigheid van directeur-zaakvoerder van een loket is onverenigbaar met de hoedanigheid van burgemeester, schepen en voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van provinciaal gedeputeerde van een gemeente of een provincie die vennoot is;

- dat de directeur-zaakvoerder en de personeelsleden van een loket noch rechtstreeks noch onrechtstreeks en zelfs bijkomend geen verzekeringsagent noch -makelaar mogen zijn ongeacht of ze de hoedanigheid van natuurlijke persoon of vennoot van een rechtspersoon hebben;

- dat een kredietcomité bestaande uit minstens drie personen wordt opgericht en dat de raad van bestuur zijn beslissingsbevoegdheid aan dit comité opdraagt voor de bij het loket ingediende kredietaanvragen. »

Art. 20. In artikel 178.1, § 1, van dezelfde Code, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid wordt 1^o vervangen als volgt :

« ofwel hem financiële sancties opleggen in de vorm van administratieve geldboetes van maximum 5.000 euro en van maximum 10.000 euro in geval van recidive of van dwangsommen die 500 euro per dag bedragen tot het verdwijnen van de vastgestelde overtreding; »;

2^o in het eerste lid wordt een punt 1^obis ingevoegd, luidend als volgt :

« 1^obis ofwel de schorsing van de financiering beslissen »;

3^o in het tweede lid worden de woorden "die door de Regering wordt vastgesteld op voorstel van de "Société"" vervangen door de woorden "zoals bepaald in het eerste lid, 1^o".

Art. 21. Artikel 180, § 2, 4^o, van dezelfde Code worden de woorden "subsidies en" opgeheven.

Art. 22. In artikel 183 van dezelfde Code, gewijzigd bij de decreten van 15 mei 2003 en 9 februari 2012, wordt een § 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. Het Gewest kan een toelage aan het Fonds toekennen voor de sloop, de bouw, de aankoop, de renovatie of de herstructurering van woningen.

De Regering bepaalt de voorwaarden betreffende de terbeschikkingstelling, de berekeningswijze, de bepaling en betalingsmodaliteiten van de toelage.

De Regering kan specifieke tegemoetkomingen toekennen of de toelage aanpassen overeenkomstig artikel 79. »

Art. 23. In artikel 193, § 1, van dezelfde code, gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid worden de woorden "of gemiddeld" ingevoegd tussen de woorden "een bescheiden" en de woorden "inkomen hebbende gezinnen";

2^o het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt de maximale verhouding van woningen die in huur of in beheer worden genomen door elke agentschap voor sociale huisvesting, die ter beschikking kan worden gesteld of onderverhuurd aan gezinnen met een gemiddeld inkomen. »

Art. 24. In artikel 200bis, § 2, van dezelfde Code, wordt de zin "Het is afhankelijk van het aantal vastgestelde overtredingen" vervangen door de zin "De Regering bepaalt het bedrag van de boete naargelang van het soort vastgestelde overtreding."

Art. 25. In artikel 200ter, § 3, van dezelfde Code, wordt de zin "De Regering bepaalt het bedrag van de geldboete volgens het type vastgestelde overtreding." ingevoegd tussen de eerste en de tweede zin.

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 26. De maatschappijen moeten hun statuten overeenkomstig de Code, zoals gewijzigd bij het decreet van 9 februari 2012, uiterlijk 30 juni 2013 en, zoals gewijzigd bij dit decreet, uiterlijk 30 september 2013 aanpassen.

Art. 27. De erkenning van de loketten voor sociaal krediet erkend op 31 december 2012 overeenkomstig artikel 176.2 van de Waalse Huisvestingscode en Duurzaam Wonen wordt tot 31 december 2013 verlengd.

De loketten voor sociaal krediet moeten hun statuten overeenkomstig de Code, zoals gewijzigd bij dit decreet, uiterlijk 30 juni 2014 aanpassen.

Art. 28. Dit decreet treedt in werking tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* behalve :

- artikel 13 dat bij de hernieuwing van het toewijzingscomité in werking treedt;
- de artikelen 7 en 17 die op 1 juli 2013 in werking treden en houden op van kracht te zijn op een datum bepaald door de Regering en uiterlijk op 30 juni 2014;
- de artikelen 18 en 19 die voor elk loket bij de verlenging van de erkenning in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 mei 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waalse Parlement, 772 (2012-2013), nrs. 1 tot 22.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 15 mei 2013.

Bespreking.

Stemming.